

Note de recherche

Le Baromètre de la confiance politique / Vague 12

Février 2021

L'ITALIE N'EST PAS UNE ANOMALIE

Marc Lazar

Directeur du Centre d'histoire de Sciences Po et Professeur des universités

marc.lazar@sciencespo.fr

On ne peut que se réjouir que l'Italie entre - enfin- dans le Baromètre de la confiance du CEVIPOF. En effet, cet élargissement de l'enquête permet non seulement de sonder l'état d'esprit des Italiens mais encore de renforcer la comparaison entre quatre pays, dont trois sont des fondateurs historiques de l'Union européenne. Cela offre l'insigne avantage d'identifier les particularités nationales et de relever les points communs.

Dans le cas de l'Italie, il est à noter que le sondage OpinionWay a été réalisé entre le 3 et le 8 février 2021, en pleine crise politique. En effet, le 2 février, le Président de la République, Sergio Mattarella, dressait le constat de l'incapacité des partis politiques représentés au Parlement à trouver une solution à la crise politique déclenchée par Matteo Renzi en janvier. Rejetant la possibilité d'organiser des élections anticipées au vu de la situation sanitaire, économique et sociale, il appelait à la rescousse Mario Draghi pour former et diriger un nouveau gouvernement. Le sondage se réalise dans ce contexte, puisque le 8 février, l'ex-Président de la Banque centrale européenne continue ses consultations, qui lui ont permis les 17 et 18 février 2021 d'obtenir la confiance des deux Chambres. Il n'est donc pas à exclure totalement que certaines réponses sont aussi déterminées par ce contexte politique assez singulier.

Ce sondage confirme nombre d'enseignements à propos des Italiens issus des travaux quantitatifs ou qualitatifs des chercheurs en sciences sociales, tout en les nuancant ou en les relativisant au regard des données concernant les autres pays. Les Italiens, à 94%, ont confiance dans leurs familles, mais cela ne les distingue en rien des Français, des Allemands et des Britanniques. En revanche, ils démontrent avoir une confiance plus faible envers leurs voisins (61%) ou des personnes d'une autre nationalité (52%), ce qui représente des taux plus bas que ceux des autres enquêtés. 67% considèrent que l'on n'est jamais assez prudents quand on a affaire aux autres, le plus haut pourcentage des quatre populations d'enquêtés, et seulement 29% d'entre eux estiment que « l'on peut faire confiance à la plupart des gens ». Cela atteste peut-être la résilience de ce que certains anthropologues et sociologues ont appelé le « familialisme », une

notion qui suscite de vives controverses supposée désignée une forme de prééminence chez les Italiens de la famille sur toute autre structure et sur la prise en compte du bien commun. On verra, précisément grâce à ce sondage, que la réalité s'avère plus complexe. Si à 40% les Italiens, comme les Français, déclarent connaître de la lassitude, ils sont dans le même temps près d'un quart à affirmer leur sérénité et leur confiance. Et ce, en dépit du traumatisme engendré par l'épidémie du Covid 19 qui a durement frappé le pays (plus de 95 000 décès en un an). D'ailleurs, un tiers des Italiens se déclarent satisfaits de leur vie comme les Français mais moins que les Allemands et les Britanniques. De même, une majorité d'entre eux pensent que leur niveau de vie est demeuré stable ces dernières années, 30% qu'il s'est dégradé, ce qui correspond à la moyenne des quatre pays. Perception étonnante car de 2000 à 2020, le PIB par habitant a stagné, voire légèrement baissé, alors qu'il a augmenté de 25% en Allemagne et de 15% en France. Cela amène près d'un Italien sur deux à se positionner plutôt en haut de la société, ce qui les distingue des autres populations. Mais 30% d'entre eux estiment que leur situation s'avère moins bonne que celle de leurs parents. En revanche, sans comparaison avec les autres peuples, ils sont 77% à se reconnaître dans la formule « on ne peut réussir que si on connaît des gens bien placés ». Cela renvoie au système de la « *racommandazione* » si souvent dénoncé de l'autre côté des Alpes et à la déploration récurrente sur l'absence d'une vraie culture méritocratique et républicaine.

La société italienne est traversée par de multiples contradictions. Elle manifeste une faible confiance envers les réseaux sociaux (26%), les médias (31%), les banques (33%) mais aussi les responsables religieux (37%), nouvel indicateur, si besoin était, de l'ampleur de la sécularisation. En revanche, les Italiens affirment leur énorme confiance dans la science et les scientifiques, ce qui peut s'expliquer par leur rôle durant la pandémie, les petites entreprises, l'armée ou la police. Ils se montrent assez libéraux culturellement, 63% se prononçant en faveur de la PMA (bien plus qu'en France et en Allemagne) pour les femmes seules et homosexuelles, contre, par conséquent, de l'avis de l'Église catholique, et « seulement » 30% en faveur du rétablissement de la peine de mort, le plus faible pourcentage avec l'Allemagne des quatre populations de l'enquête. Ils sont 43% à vouloir que leur pays s'ouvre davantage au monde, le plus haut taux des quatre pays, et ils rejettent massivement le protectionnisme puisqu'à 78% ils veulent encore plus d'ouverture dans le domaine de l'économie. De même, 60% veulent que l'État laisse plus de libertés aux entreprises (là encore, le plus haut pourcentage des quatre pays). L'Italie est en effet la deuxième puissance industrielle de l'Union européenne, fortement exportatrice et elle vit aussi du tourisme qui représente habituellement 13% du PIB. En revanche, 54% considèrent que l'Italie, pays le plus exposé à l'arrivée des migrants, doit se fermer à ceux-ci et pour 60% des Italiens « il y a trop d'immigrés ». Mais ils reconnaissent largement (54%) et bien plus qu'en France, que l'immigration représente un enrichissement culturel, donc, peut-être, un facteur de renouveau dans un pays vieillissant, en plein déclin démographique. Contrairement à ce que les étrangers croient, mais aussi à ce que souvent ils disent eux-mêmes, les Italiens, à 53%, affirment que l'Italie est une nation assez unie malgré ses différences. Et à 36%, le plus haut niveau des quatre pays, ils déclarent qu'ils ont le sentiment d'appartenir à une communauté nationale. Ce qui ne surprend pas, tant depuis plus de 20 ans, croît un sentiment nationalitaire sans doute amplifié avec la crise du Covid où les Italiens, malgré de fortes tensions entre régions, ont voulu ensemble relever ce défi. Symboliquement, par exemple, lors du confinement de l'an dernier, ils chantaient leur hymne national depuis leurs fenêtres et leurs balcons. Mais

parallèlement, après des décennies de montée d'un sentiment anti-européen, les Italiens, là encore marqués par la crise sanitaire et sans doute intéressés par les 209 milliards d'euros promis par la Commission européenne, semblent évoluer. 50% d'entre eux ont confiance dans l'UE et 57% estiment même que l'appartenance à celle-ci est une bonne chose, pourcentage plus élevé qu'en France et en Allemagne.

C'est du côté politique que l'Italie bat des records de défiance et affiche sa singularité, même si quelques similarités existent avec la France. Les Italiens manifestent la plus faible confiance envers leurs institutions et leurs responsables : 17% dans les partis politiques (mais 16% en France), 25% dans la Chambre des députés, 28% dans le Sénat, 31% dans leur gouvernement, 34% et 35% dans leurs députés nationaux et européens. Plus d'un tiers déclare son dégoût pour la politique, 67% que leur démocratie ne fonctionne pas bien, 75% que leurs responsables politiques sont déconnectés de la réalité et ne servent que leurs propres intérêts, 77% qu'ils sont corrompus, 80% qu'ils parlent beaucoup trop et n'agissent pas assez, et 81% qu'ils ne se préoccupent pas de gens comme nous (80% en France). Toutefois, ce n'est pas pour autant que les Italiens rejettent la politique et la démocratie. Ils sont 69% à se déclarer intéressés par la politique (20 points de plus que les Français), 86% à croire que « les gens peuvent changer la société par leurs choix et leurs actions et à 91% ils déclarent qu'avoir un régime démocratique est une bonne chose. En fait, les Italiens attendent une autre politique, avec des dirigeants plus proches d'eux, plus compétents d'autant que la politique leur apparaît comme quelque chose de complexe et relève donc d'une affaire de spécialistes (54%). Si 59% d'entre eux estiment que cela serait une bonne chose d'avoir un gouvernement des experts, ils semblent également attirer par des formes de démocratie participative. En effet, ils pensent que leur démocratie fonctionnerait mieux avec un rôle plus important donné aux organisations de la société civile (72%), aux associations de citoyens (68%) et à 71%, ils déclarent que le gouvernement devrait obligatoirement mettre en œuvre les recommandations des conventions citoyennes. Néanmoins pour changer les choses, il adhèrent largement aux vertus du suffrage universel : 63% pensent que c'est le moyen d'exercer de l'influence sur les décisions et 82% que c'est comme cela que l'on « peut faire évoluer les choses ». Et si on leur demande de se situer sur une échelle droite-gauche, 36% se classent à droite, 8% à l'extrême droite, soit un total de 44%, ce qui correspond plus ou moins aux intentions de vote mesurées par les sondages italiens. Toutefois, l'ancrage de l'esprit démocratique reste fragile. 37% des Italiens disent qu'« il vaudrait mieux moins de démocratie et plus d'efficacité » et ils sont 47% à vouloir « un homme fort qui n'a pas à se préoccuper du Parlement et des élections », douze points de plus qu'en France, quatre de plus qu'en Allemagne, mais un pourcentage équivalent existe au Royaume-Uni. Les Italiens sont en quête d'autorité, pas d'autoritarisme. Ils sont trop attachés à leurs libertés, associés à leur individualisme, ce qui incite 58% d'entre eux qu'avec la crise sanitaire les pouvoirs publics cherchent à les surveiller et à les contrôler.

Le sondage permet de saisir le comportement des Italiens face à l'épidémie du Covid 19. 52% d'entre eux estiment que la gestion de la crise est bonne (contre 37% en France), 59% ont eu confiance à cette occasion dans le gouvernement de Giuseppe Conte et 57% pensent que « les autres se donnent suffisamment de peine pour respecter vraiment les gestes barrières », ce qui est une manière de saluer leur esprit civique alors que, d'habitude, ils sont les premiers à déplorer son absence. Du fait de la pandémie, 86% des Italiens, le plus haut pourcentage des quatre populations enquêtées, considèrent comme prioritaire la réduction des inégalités de revenu, 53% sont inquiets pour la situation financière de leurs

foyers et 89% pour la situation économique de leur pays, ce qui peut aisément se comprendre puisque le PIB de l'Italie a chuté de 9% en 2020, record de la zone euro.

Vacciner la population (76 % des Italiens sont prêts à recevoir les précieuses injections contre 49% des Français), relancer la croissance en assurant la protection de l'environnement (84% estiment que c'est possible), assurer la cohésion sociale sont d'ailleurs quelques-uns des éléments fondamentaux du programme du gouvernement de Mario Draghi. La lecture de ce sondage montre l'immensité de la tâche qui attend l'ancien Président de la Banque centrale européenne.